

DOCUMENTAIRES ET FILMS SUR LA RÉALITÉ BRÉSILIENNE. Comme nous l'avons signalé dans notre première édition, lancée en juin 2020, le Bulletin International Révolution Brésilienne est une publication mensuelle, présidée par l'Union Reconstruction Communiste (URC) qui a pour objectif de conformer un réseau international de solidarité aux luttes du peuple brésilien et aux perspectives de reprise de la Révolution Brésilienne, informer les amis du peuple brésilien à l'étranger sur les traits de la société brésilienne et sur la façon dont son peuple a lutté contre l'impérialisme et les classes réactionnaires locales. Pour atteindre l'objectif proposé par le Bulletin International Révolution Brésilienne, l'URC a écrit des articles sur différents thèmes de notre réalité. Pour approfondir ce travail, nous avons pris l'initiative de traduire, pour les langues anglaise et espagnole, des sous-titres de documentaires sur la réalité brésilienne et les luttes de notre peuple, et de les reproduire à partir de la présente édition du Bulletin. Le lecteur pourra les vérifier à la page 7 de chaque édition.



Le massacre du Jacarezinho est une politique générale de l'ancien État brésilien



Le massacre perpétré le 6 mai dans la communauté de Jacarezinho, dans la ville de Rio de Janeiro (RJ), est désormais considéré comme l'opération la plus meurtrière de l'histoire de la police civile. Mais bien plus que cela, il met clairement en évidence le contenu politique qui se cache derrière ce type de terrorisme d'État, si commun dans notre pays. Au moins 29 personnes ont été assassinées par les forces de police de l'ancien État brésilien lors d'une autre opération violente dans les zones appauvries de la capitale de Rio de Janeiro.

Certes, il est possible de souligner les nombreux problèmes de l'opération, que ce soit d'un point de vue juridique, technique, moral ou même sanitaire, mais nous soulignons une fois de plus le sens politique de cette attaque contre notre peuple.

Il est facile de trouver la véritable motivation de cette attaque de l'État policier brésilien. La mort du policier militaire André Leonardo de Mello Frias a déclenché et motivé les exécutions sommaires, l'invasion de maisons, l'utilisation de véhicules blindés et d'hélicoptères pour menacer et attaquer les habitants et provoquer le massacre. Le caractère de l'opération, d'utilisation de tactiques militaires de répression, est également le résultat de l'histoire récente de Rio de Janeiro.

À l'apogée de la mise en œuvre de la politique infructueuse des UPPs (Unités de Police Pacificatrice) mise en œuvre au cours de la dernière décennie, sous la bénédiction et le patronage du gouvernement Lula (PT), ce type d'action était déjà en marche. En 2007, sous les mêmes allégations de lutte contre le trafic, les gouvernements Fédéral et de l'état de Rio de Janeiro ont organisé une opération de grande ampleur avec plus de mille hommes, des véhicules blindés, des hélicoptères et des tireurs embusqués dans le Complexo do Alemão. Le résultat officiel a été de 42 morts et 80 blessés, mais les dénonciations faites par les ha-

bitants à l'époque font état d'au moins 160 victimes mortelles de l'action de l'État.

À l'époque, comme aujourd'hui, l'opération a été rapportée par les monopoles du grand média, suivant le discours officiel, comme une action de police visant à protéger les habitants, opprimés par les trafiquants, mais qui ont dû voir beaucoup de leurs voisins, famille et amis assassinés par la police « libératrice ».

Même la soi-disant « Guerre contre les drogues », qu'une large partie de la gauche brésilienne tente de réduire à une explication centrale, aujourd'hui ce n'est plus qu'un discours pour cacher les véritables raisons de toute action militaire à Rio de Janeiro. Les principales factions criminelles dans la ville – Comando Vermelho, Terceiro Comando et Amigos dos Amigos – occupent environ 15,4 % du territoire de Rio de Janeiro, tandis que l'ensemble des milices, qui croît de manière exponentielle depuis 20 ans, occupent déjà plus de la moitié de la capitale de l'état.

Rio de Janeiro, ville du président Jair Bolsonaro et de ses alliés miliciens, se trouve dans une situation épouvantable. La sécurité Publique est déjà devenue impossible et fait l'objet du discours démagogique de politiciens de tous les vernis. L'intervention militaire inutile menée il y a quelques années sous le gouvernement Temer, et les actions du gouvernement de l'ancien gouverneur Wilson Witzel, qui ont accru la létalité policière, sont quelques-unes des mesures récentes qui aident à comprendre le chaos qui règne dans la ville.

À l'heure actuelle, alors que la pandémie a déjà fait plus de 40000 victimes dans l'état et que la crise économique condamne des milliers de personnes à la faim, les masses laborieuses de Rio de Janeiro ont un risque mortel supplémentaire : l'action du terrorisme d'État et ses forces de répression contre les communautés.



Au mois de mai, des garimpeiros (orpailleurs ; chercheurs d'or) armés ont attaqué des indigènes du village de Palimiu, dans la région de l'Uraricoera, à l'intérieur de la Terre Indigène (TI) Yanomami, dans l'état de Roraima. Au téléphone, les dirigeants Yanomamis ont rapporté que 15 bateaux ont attaqué la communauté et « qu'en plus des tirs, il y avait beaucoup de fumée et que leurs yeux brûlaient, indiquant le tir de bombes lacrymogènes ».

La Hutukara Association Yanomami (HAY) a signalé que deux enfants étaient morts noyés après s'être perdus lors de la première attaque, le 10 mai. La même entité avait déjà dénoncé en février de cette année un conflit dans le village de Helepi impliquant des groupes de garimpeiros armés.

La Hutukara Association Yanomami (HAY) dénonce également que « la communauté de Palimiu est sans aucune assistance sanitaire : les professionnels de la santé ont été retirés à cause des fusillades. Il n'y a pas non plus de forces publiques de sécurité permanente sur place, et les garimpeiros continuent d'effrayer la communauté chaque jour ».

En avril de cette année, une autre attaque de garimpeiros a également été enregistrée, lorsque les indigènes ont intercepté une cargaison de près de 1000 litres de carburant. En juin 2020, deux Yanomamis avaient été assassinés par des prospecteurs dans la région de Parima.

Au-delà de la violence armée, la présence des garimpeiros devient également, au milieu de la pandémie qui frappe notre pays, une menace biologique qui touche durement les peuples Yanomami et Ye'kuana, devenant des vecteurs de la propagation de maladies contagieuses comme le COVID-19 et la malaria.

Même avec les décisions de la Justice Fédérale en 2018 et 2020, qui obligent l'Union à prendre toutes les mesures réalisables pour procéder au retrait immédiat et complet des garimpeiros à l'intérieur de la Terre Indigène Yanomami et à la protection du territoire, ce qui a été fait est inutile et ne correspond pas

à ces objectifs.

Cela a une explication évidente : le président Jair Bolsonaro, depuis le début de son mandat, s'est placé comme un grand allié du garimpo (orpaillage ; exploitation minière), encourageant publiquement son activité illégale dans les terres indigènes. En outre, une série de mesures du gouvernement s'en prennent aux droits fondamentaux des peuples originaires du Brésil.

Le Projet de Loi 191/2020, présenté par le président en février de l'année dernière, propose de libérer l'exploitation minière et le garimpo sur les terres indigènes, en plus de l'élevage, des projets de pétrole, de gaz, le tourisme et la construction d'hydroélectriques. L'Instruction Normative 09/2020 publiée par la publiée par la Fondation Nationale de l'Indien (Funai) a libéré la certification de propriété privée sur des terres indigènes non encore homologuées, encourageant ainsi l'usurpation de terres et les conflits. L'Instruction Normative Commune 01/2021, publiée en février 2021 par la Funai et l'Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles Renouvelables (Ibama), établit des règles permettant aux organisations indigènes et mixtes d'exploiter économiquement les terres traditionnelles, en essayant de donner un vernis légal aux invasions et à l'exploitation foncière, en plus de la résolution 04/2021 de la Funai, suspendue pour l'instant par la Cour Suprême Fédérale (STF), qui a établi des « critères d'hétéroidentification » pour essayer de créer des barrières à l'autodéclaration de l'identité des peuples indigènes, en cherchant ainsi à rendre plus difficile l'accès aux politiques publiques.

Il s'agit clairement d'une politique génocidaire appliquée par le gouvernement Bolsonaro, qui vise à compléter le processus d'annihilation des peuples originaires en cours depuis plus de 500 ans dans notre pays, comme l'ont dénoncé les diverses organisations indigènes brésiliennes. Même les gouvernements successifs de la soi-disant « démocratie » post-dictature militaire n'ont rien fait pour empêcher ce processus.



La réduction de la journée de travail sans réduction de salaire est un moyen pour la classe ouvrière de tirer profit des avancées technologiques réalisées par l'humanité. Il faut dire que si les avancées technologiques ne profitent qu'à quelques-uns, ceux-ci s'humanisent, tandis que les travailleurs se brutalisent.

C'est ce qui se passe depuis au moins trois décennies. La bourgeoisie s'approprie le développement technologique, mais impose au prolétariat des journées de travail de plus en plus longues, du travail analogue à l'esclavage, au chômage, à la précarisation, etc.

Les professionnels de l'éducation et de la santé avec deux postes ou plus, ajoutés à la journée à domicile, sont soumis à des travaux abrutissants. Les professionnels d'autres catégories souffrent du même problème. Certains cas sont apparus récemment, comme celui des camionneurs, dont la grève en 2018 a révélé la dure réalité d'une partie de ces travailleurs qui ont besoin de se droguer pour accomplir leur journée de travail. De même, on pourrait citer d'autres cas.

Comme on le voit, l'amélioration des conditions de vie de ceux qui travaillent n'a jamais été le résultat automatique du progrès. Au contraire, la fixation de limites des heures de travail et d'autres droits pour notre classe – comme salaire minimum, repos hebdomadaire rémunéré, congé de maternité, entre autres – a été gagnée avec beaucoup de lutte et de sacrifices des générations précédentes.

De nos jours, les ouvriers, les fonctionnaires, les tra vailleurs du commerce et d'autres services doivent renforcer leurs syndicats en s'associant et en revendiquant l'organisation de la lutte réellement unifiée pour la réduction de la journée de travail sans réduction de salaire. Une telle diminution des heures de travail avec réduction de salaire, comme nous l'avons vécu aujourd'hui, ne résout pas le problème, car ce que vous gagnez avec la réduction du temps de travail se perd en salaire, dans la mesure où il y a aussi la perte de pouvoir d'achat des travailleurs.

Certains se demandent pourquoi les syndicats et les centrales syndicales ont abandonné la lutte pour cette proposition. À notre avis, c'est parce que ces entités sont devenues des organes qui cherchent

à concilier les intérêts de la bourgeoisie et du prolétariat, attitude qui favorise la classe dominante et porte préjudice aux travailleurs eux-mêmes. Ces syndicats et centrales syndicales sont liés à des partis réformistes et même du camp de la droite, agissant comme instruments pour gérer le capitalisme et ses crises, ce qui perpétue le système d'exploitation du prolétariat et des autres « classes moyennes » appauvries.

Au cours des dernières décennies, il n'y a pas eu une seule réforme régressive qui n'ait bénéficié du soutien de certaines centrales syndicales et de certains partis. C'est le cas des privatisations et de la dénationalisation de notre économie sous ses différentes formes, comme les PPPs – Partenariats Publics-Privés, qui ont reçu le soutien de certaines des principales entités syndicales actives au Brésil.

Les sous-traitances ont également bénéficié d'un soutien syndical et certaines de ces forces les ont traitées comme irréversibles. La vision qu'un syndicat classiste était dépassé et que le mouvement devait adopter une attitude « propositive », un « syndicalisme d'affaires », un « syndicat citoyen », et même la politique des « chambres sectorielles », ils ont été derrière une orientation qui nous a menés à des défaites successives, car les syndicats patronaux n'ont pas abandonné leur attitude de classe et continuent de défendre leurs intérêts de toutes leurs forces.

L'idée de l'entrepreneuriat s'est également renforcée ces derniers temps, ce qui, comme l'a révélé la pandémie, même pour ceux qui ne voulaient pas la voir, n'est qu'un autre type de travail précaire, sans salaire garanti et sans aucune assistance en cas de besoin.

Pour ces raisons, les organisations révolutionnaires et patriotiques de la société brésilienne doivent faire avancer la lutte pour la réduction de la journée de travail sans réduction de salaire, en unissant le drapeau vert-jaune de notre patrie au drapeau rouge de la lutte prolétarienne, car les travailleurs désorganisés deviennent une masse de plus en plus écrasée par les capitalistes.

DOCUMENT DE LA CAMPAGNE « BRÉSIL : POUR LA SECONDE ET DÉFINITIVE INDÉPENDANCE »

APPEL CONJOINT AU SQUTIEN ET A LA SOLIDARITE A LA LIGUE DES PAYSANS PAUVRES



La Ligue des Paysans Pauvres (LCP) naît comme fruit de la résistance. C'est en résistant au latifundium que les paysans ont pris à juste titre les terres de Santa Elina, scène de la Résistance Héroïque de Santa Elina (1995), dans laquelle armés de bâtons, de pierres, d'armes rudimentaires, les paysans ont combattu bravement contre les pistolers et les policiers qui défendaient les intérêts d'Antenor Duarte, propriétaire foncier commanditaire. Le gouverneur Valdir Raupp (PMDB) a sanctionné l'action meurtrière à l'époque. Après la résistance, les paysans ont été torturés et massacrés, même les personnes âgées et les enfants. Vanessa, 7 ans, a été tuée par un coup de fusil.

La brutalité commise par l'État, le latifundium et ses servants a été répondue non pas par la reddition, mais avec une plus grande résistance, avec organisation, avec une démarcation de ligne révolutionnaire claire. La mort de ces compagnons a baigné de sang la formation de la LCP. Même condamné par la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme, l'ancien État brésilien, sous aucun gouvernement, a mené à bien la punition des personnes impliquées dans le massacre après la bataille. La preuve en est que José Hélio Cysneiros Pachá, l'un des bouchers de Corumbiara, est aujourd'hui secrétaire à la défense

de Rondônia et continue à mener la même politique, en ordonnant un massacre encore plus grand auprès du bureaucrate Marcos Rocha, gouverneur de l'état. 25 ans après la résistance qui a lancé la LCP, l'ancienne ferme Santa Elina a été conquise. Il n'y avait aucun moyen d'arrêter les paysans et c'est pourquoi maintenant les voleurs de terres et les chiens de l'ancien État les craignent tellement plus.

Depuis 1995, donc, la Ligue des Paysans Pauvres a organisé la paysannerie brésilienne sur une ligne révolutionnaire, réalisant la révolution agraire et visant à la destruction totale du latifundium. Nous vivons dans un pays où, depuis plus de 500 ans, la question de la terre n'a jamais été résolue, et c'est délibéré, cela sert à maintenir une classe dominante de propriétaires terriens qui se nourrit de la misère du peuple. C'est pourquoi la LCP a toujours été considérée comme une menace pour l'ancien État bureaucratique. Comme toute menace sur les desseins de la classe dominante, l'État bourgeois-latifundiaire a tenté de l'éliminer, toujours et toujours, de toute façon.

De la fondation de la Ligue jusqu'à présent, plusieurs dirigeants et militants ont été arrêtés, poursuivis et assassinés par le latifundium et l'ancien État. Nous soulignons les compagnons Zé Bentão,

chef révolutionnaire de la Ligue, et Renato Nathan, professeur et militant. Zé Benton a été pris en embuscade, et Renato Nathan a été assassiné et taché de guérillero pour avoir des cartes cartographiques dans sa maison. Nous avons mis en évidence plus récemment la mort du compagnon Fernando, témoin oculaire de la Chacina de Pau D'Arco, qui a vu, dans ce massacre, ses compagnons et son copain se faire tuer par la police et par des tireurs ; du compagnon Jerlei, lâchement assassiné sur ordre du latifundium, désarmé et sans résistance ; et du compagnon Roberto, marchand partisan de la Ligue, également violemment et lâchement assassiné.

Mais même les massacres n'ont pas pu arrêter la révolution agraire. La ferme Santa Lúcia, théâtre de la Chacina de Pau D'Arco, fut reprise par la LCP quelques mois plus tard. Les menaces contre les campements de l'ancienne ferme Santa Elina ne font que renforcer la soif de résistance et de justice des paysans. L'ancien État n'éliminera pas « pacifiquement » les ennemis des classes dominantes.

En raison de cette résistance et de leur persévérance sur la bonne voie pour prendre toutes les terres du latifundium, les médias corrompus s'efforcent également de diffamer la LCP, en les accusant de terroristes, de guérilleros et même de tortionnaires, en répétant les paroles des bureaucrates et des propriétaires fonciers. Mais le peuple brésilien sait que les paysans ne sont pas des terroristes, que la Ligue est formée de familles qui luttent pour leur droit à la terre, pour un Brésil meilleur et plus juste, sans latifundium et sans servitude. Les terroristes sont les maîtres du pouvoir, les propriétaires fonciers qui tuent et démembrent des familles comme ils l'ont fait en tuant Renato Nathan, Fernando, Jerlei. Ce sont eux qui torturent les paysans, menacent les habitants des campements et à proximité, assassinent les marchands qui soutiennent la Ligue, etc.

Nous sommes dans un contexte de fascistisation totale de l'ancien État, il n'est donc pas surprenant qu'en ce moment le boucher Marcos Rocha, gouverneur de Rondônia, et le génocide Jair Bolsonaro s'unissent pour essayer d'une manière ou d'une autre de mettre fin à la LCP sous le prétexte de « contenir le terrorisme ». De telles actions ont déjà commencé avec les attaques récurrentes contre le Campement Manoel Ribeiro et le Campement Tiago dos Santos, avec les persécutions, avec les siège, avec l'assassinat de paysans toute l'année. Ils appellent ça « la paix dans la campagne », la paix arrosée du sang de la guerre contre le peuple.

Cette « paix dans la campagne » ne vient pas sans prélude ni sans fin. Le coup d'État militaire en cours, la décadence des institutions bourgeoises sont le prélude à ces attaques. Ils n'ont pas commencé aujourd'hui ni hier, et ils ne sont pas un projet exclusif de Bolsonaro, mais le fruit de la décadence de la « démocratie » bourgeoise, de la recrudescence de la contre-évolution mondiale. Les généraux et Bolsonaro jouent le rôle de réorganiser le chaos, fruit de la tentative infructueuse de médiation des conflits de classe par l'État parasitaire, à travers la recrudescence de la répression des forces progressistes. Le but

de tout cela serait d'éliminer toutes les forces révolutionnaires brésiliennes et de faire taire toutes les revendications démocratiques, ce qu'ils n'ont jamais réussi et ne réussiront jamais.

Le Brésilien en a assez d'entendre ces vieilles accusations de terrorisme comme une excuse pour réprimer et assassiner notre peuple, les mêmes que celles utilisées pour torturer et assassiner les militants qui ont résisté à la dictature, comme vous le savez tous. Cette même excuse a été utilisée pour justifier les arrestations successives de Marighella, la Chacina da Lapa, la torture et l'emprisonnement du jeune Manoel Lisboa.

Nous savons que tout cela est un mensonge. Doit-on laisser le mensonge continuer ? Doit-on les laisser accuser des paysans armés de houes, de bâtons, de pierres, d'armes de chasse ordinaires, qui se défendent contre des forces payées par le latifundium quand elles les attaquent, de terroristes? Doit-on les laisser utiliser cela pour justifier de nouveaux massacres? Le devoir des forces progressistes est de combattre ces mensonges de l'ancien État, de les combattre activement, de s'unir autour de la défense de la LCP! Nous devons condamner le latifundium et déclarer que son époque historique est révolue, qu'il est caduc et doit être extirpé! Nous devons dénoncer l'État, qui perpétue aujourd'hui un génocide qui a déjà coûté plus de 400000 vies, et ses crimes contre les paysans pauvres!

Ensemble, nous apportons notre soutien et notre solidarité aux compagnons de la Ligue des Paysans Pauvres et nous savons que l'histoire montrera que Bolsonaro et Marcos Rocha, comme tous les autres réactionnaires, sont des tigres de papier, déjà vaincus historiquement.

Nous appelons à la défense de la LCP par toutes les forces démocratiques du Brésil et déclarons qu'il s'agit d'une question de la plus haute urgence. Nous savons que les paysans ne se prosterneront jamais, et nous non plus, nous ne nous inclinerons pas devant la menace annoncée. Marighella a dit : « Il n'est pas rationnel de renoncer à la liberté ». Nous disons la même chose et nous défendons surtout la liberté de la rébellion contre les injustices qui existent dans notre nation.

MORT AU LATIFUNDIUM! VIVE LA REVOLUTION AGRAIRE! SOUTIEN SANS RESERVE A LA LIGUE DES PAYSANS PAUVRES! SE REBELLER EST JUSTE!

Lettre commune signée par plusieurs groupes et organisations, à laquelle l'URC souscrit

DOCUMENTAIRES



En 1961, grâce à la collaboration entre les gouvernements des États-Unis et du Brésil, la réalisatrice Helen Jean Rogers est venue au brésil pour filmer **Brazil : a Troubled Land**, documentaire fait pour dénoncer l'agitation révolutionnaire des masses paysannes du nord-est brésilien menée par les Ligues Paysannes et par Francisco Julião (1915-1999) depuis les années 1940. Alimenté par la crainte d'un nouveau Cuba sur le sol brésilien, le documentaire exalte les plans du gouvernement brésilien pour "développer" la région et cherche à resserrer la collaboration des États-Unis, tout en diminuant la conscience et la compréhension des paysans et en racontant avec peu de fidélité les pas de Jean et des Ligues. Pourtant, le documentaire a été jugé subversif par le gouvernement brésilien et son exposition au Brésil a été interdite. Récupéré des archives de l'économiste Celso Furtado, il a été exposé au Brésil pour la première fois en 2000 et est l'un des rares dossiers de première main des paysans organisés dans la Zona da Mata de Pernambuco et des luttes importantes qui se sont déroulées à l'époque.